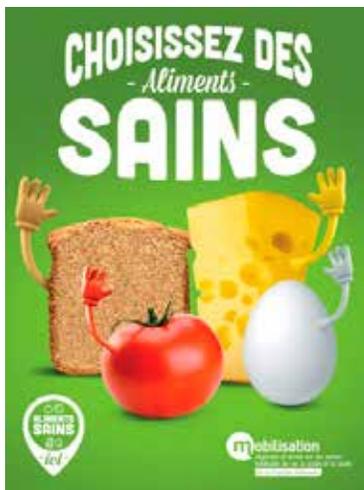


PROJET DES DÉPANNEURS

« DES ALIMENTS SAINS, ACCESSIBLES POUR TOUS! »

Pascale Chaumette, Dt.P., M.Sc. et Céline Lepage, M.Sc.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale



Les statistiques démontrent que se nourrir et, de surcroît, adopter de saines habitudes alimentaires s'avèrent difficile pour tout le monde puisque seulement 3 % des adultes québécois se conforment aux recommandations du Guide alimentaire canadien pour les quatre groupes d'aliments^[1]. Pour certains groupes de la population plus défavorisés, les défis à surmonter sont encore plus grands, car les barrières d'accès aux aliments sains, nutritifs et abordables sont plus nombreuses. En milieu urbain, l'accessibilité géographique aux dépanneurs suit un gradient socio-économique; l'accès aux dépanneurs est plus grande dans les secteurs plus défavorisés^[1-2]. Il est généralement reconnu que l'offre alimentaire de ces petits commerces est plus restreinte, plus coûteuse et moins nutritive que les marchés d'alimentation de grande surface. De plus, selon des études américaines, les quartiers où il y a des dépanneurs sans supermarché seraient

associés à une plus grande prévalence d'obésité et d'embonpoint^[3]. Ainsi, les personnes les plus défavorisées sur le plan matériel ont un accès restreint aux aliments sains et risquent davantage de souffrir de problèmes liés au poids^[2].

Pour le Comité régional intersectoriel en sécurité alimentaire (CRISA), la notion d'accès aux aliments sains pour les personnes défavorisées est un thème prioritaire. Afin de mieux comprendre cet enjeu, la réalisation d'une étude dans la région de la Capitale-Nationale a permis de constater la présence de neuf déserts alimentaires¹ où vivent près de 18 000 personnes^[4]. Une analyse de la littérature a permis de dégager les pistes d'action les plus prometteuses pouvant améliorer ou augmenter les sources d'approvisionnement en aliments sains, nutritifs et abordables. Parmi ces pistes, figure l'amélioration de l'offre alimentaire des petits détaillants alimentaires. Un comité de travail sur la saine alimentation a été formé au sein de la table de concertation *Mobilisation régionale et locale pour les saines habitudes de vie, le poids et la santé de la région de la Capitale-Nationale* afin de proposer des projets et des solutions qui permettraient d'améliorer la situation. C'est ainsi qu'est né le projet pilote d'amélioration de l'offre des petits détaillants alimentaires dans des milieux défavorisés « *Des aliments sains, accessibles pour tous!* »

OBJECTIFS DU PROJET ET DE L'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE

Ce projet novateur vise à soutenir l'implantation de projets pilotes dans des dépanneurs et des petits détaillants alimentaires (petites épiceries) en milieux défavorisés pour amé-

liorer leur offre alimentaire par l'ajout ou la mise en valeur de produits alimentaires sains.

Une évaluation de mise en œuvre participative a permis de découvrir les barrières rencontrées lors de la planification et de l'expérimentation du projet et de les traduire en une série de conditions de succès qui, par leur cumul, augmentent les chances d'atteindre les objectifs du projet.

RÉSULTATS

Cinq détaillants de petites surfaces ont été recrutés et ont montré un intérêt à améliorer leur offre alimentaire. Des membres du comité de projet² ont offert un accompagnement personnalisé à chaque propriétaire sur une période de neuf mois (mars à novembre 2016). Les détaillants participants ont mis en valeur ou ajouté des aliments sains et nutritifs à l'offre alimentaire qui prévalait au début du projet. Il s'agissait par exemple de fruits et de légumes frais vendus à l'unité ou en portions de type collation, de mets cuisinés de type boîte à lunch, de céréales, de barres de céréales ou de poissons et de légumes surgelés.

Trois de ces détaillants ont participé à l'évaluation de mise en œuvre du projet puisqu'ils avaient effectué un minimum de six semaines d'expérimentation. La collecte de données a été effectuée auprès des clients, des propriétaires et des membres du comité de projet. Puisque chaque site d'expérimentation est différent par son aménagement, sa clientèle, son offre alimentaire et le style de gestion du propriétaire, il demeure difficile de généraliser les résultats d'évaluation. Néanmoins, des conditions de succès ont pu être dégagées, permettant ainsi d'augmenter les chances de réussite d'autres projets comparables. Parce qu'elle ne permet pas la mesure des achats alimentaires sains, des changements de comportements alimentaires, cette évaluation comporte toutefois certaines limites.

¹ Définition d'un désert alimentaire retenue pour l'étude : zone urbaine de défavorisation matérielle où la distance de marche pour se rendre à un supermarché ou à une fruiterie n'est pas jugée acceptable puisqu'elle excède 1 km.

² Nutritionnistes, intervenants communautaires, conseiller en commercialisation et agrotourisme, sécurité alimentaire.

CONDITIONS DE SUCCÈS

L'évaluation participative de mise en œuvre a permis de dégager une série de conditions de succès liées à la planification et à la réalisation du projet. Un rapport d'évaluation^[5] fait état de conditions stratégiques et opérationnelles. Bien qu'il soit difficile de les pondérer, quatre conditions nous apparaissent essentielles.

Un bon portrait du milieu ciblé

Avant toute chose, il est nécessaire d'avoir une vue d'ensemble de la communauté locale ciblée (caractéristiques et nombre de personnes, degré de défavorisation, vitalité économique, etc.), de l'accès aux aliments (sources d'approvisionnement, accès au transport en commun, etc.), de même que des interventions existantes qui visent à améliorer l'accès aux aliments sains et nutritifs (agriculture urbaine, marchés publics, etc.). Idéalement, il faut rejoindre une diversité de citoyens, de groupes de la communauté, d'intervenants et de partenaires, afin de compiler une variété de connaissances et de points de vue. Ceci permet d'augmenter la concordance entre un projet et les besoins réels du milieu.

Une sélection rigoureuse des commerces participants

En second lieu, la définition de critères « incontournables » pour sélectionner des détaillants est une étape charnière pour ce type de projet, comme la solidité financière, le nombre d'années de fonctionnement, la motivation du propriétaire et la possibilité de préparer des aliments sur place. Les commerces indépendants constituent une cible intéressante puisqu'ils sont gérés par des propriétaires qui peuvent apporter tous les changements qu'ils souhaitent à leur offre alimentaire. Afin de recruter les propriétaires de dépanneurs ayant le plus de potentiel et de faciliter le démarchage, des organisateurs communautaires du réseau de la santé et des services sociaux de même que des partenaires du milieu ont été consultés.

Un accompagnement soutenu et personnalisé

Troisièmement, le soutien des commerces par une personne-ressource est essentiel, surtout dans la phase d'implantation du projet. Chaque communauté et chaque détaillant ayant une réalité et des caractéristiques qui leur sont propres, l'accompagnement personnalisé est la voie à privilégier. Ce dernier doit tenir compte des besoins, des caractéristiques et de la réalité des propriétaires (langue, nombre d'employés,

temps disponible, etc.). L'établissement d'une relation de confiance et des visites régulières en personne au lieu du commerce sont autant de facteurs facilitant le succès du projet.

Une expertise en marketing et en mise en marché

Finalement, il s'agit avant tout d'un projet de mise en marché où une expertise en marketing (positionnement, prix, promotion, etc.) et en aménagement de l'espace dans un contexte de petits volumes de vente est primordiale. Afin d'attirer les clients vers les aliments plus sains, des affiches colorées et des autocollants sur le sol et sur les étagères ont permis d'attirer l'attention vers la nouvelle offre d'aliments sains. Le fait de fournir ce genre d'outils promotionnels de façon « clé en main » au propriétaire augmente la crédibilité du projet.

Ce projet innovateur présuppose une collaboration étroite avec des acteurs du système agroalimentaire qui influencent directement l'environnement alimentaire des citoyens. Le secteur de la santé a davantage à mieux connaître les acteurs du système agroalimentaire et faire preuve d'ouverture d'esprit face à d'autres façons de faire. Ce type d'expérimentation vise aussi des choix alimentaires fortement ancrés dans les habitudes quotidiennes des individus qui sont aussi influencés par une multitude de facteurs. La patience, le temps et la stratégie des petits pas sont de mise.

PERSPECTIVES

Améliorer l'accès physique et économique à des aliments de qualité, particulièrement dans les communautés mal desservies ou défavorisées fait partie des nouvelles orientations nationales et régionales de santé publique.

Dans les communautés locales moins bien nanties, un réseau d'aide alimentaire cherche à répondre au besoin primordial de se nourrir, besoin urgent pour une bonne proportion de citoyens moins fortunés; en effet, entre le quart et le tiers des personnes dans le besoin fréquenteraient ces services d'aide. Néanmoins, peu importe le statut socio-économique, il faut composer avec les différentes sources d'approvisionnement alimentaire présentes au quotidien et dans les milieux de vie.

L'amélioration de l'offre alimentaire des détaillants de petites surfaces fait partie des pistes prometteuses pour améliorer l'accès physique et économique aux aliments sains dans les communautés locales.

Devant la complexité des facteurs qui influencent nos choix et habitudes alimentaires, d'autres initiatives doivent aussi être réalisées

en parallèle, comme celles qui concernent le système agroalimentaire (ex. : circuits courts de mise en marché), l'acquisition de connaissances et de compétences culinaires, etc. Quoiqu'il en soit, les interventions menées auprès des communautés locales ne peuvent à elles seules améliorer l'accès aux aliments sains, nutritifs et abordables. D'autres avenues ciblant les conditions de vie doivent aussi être envisagées, qu'il s'agisse de l'accès à un logement adéquat et abordable, du transport en commun ou collectif, d'une meilleure scolarité, de meilleurs emplois, etc.

Seule une variété d'interventions menées à divers niveaux (individuel, communautaire, structurel) qui font appel à divers acteurs de la société pourra avoir un impact sur la capacité de tous les citoyens d'avoir accès, en tout temps, à une alimentation saine et abordable. ■

Références

1. INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE. Cadre de référence des indicateurs d'achats pour caractériser l'alimentation et l'environnement alimentaire au Québec. Direction des individus et des communautés. Octobre 2016; 65 p.
2. INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC. Accessibilité géographique aux commerces alimentaires au Québec: analyse de situation et perspectives d'interventions. [Internet]. 2013. [page consultée le 25 mai 2017]. Récupéré du site: https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1728_AccessGeoCommAlimentQc.pdf
3. BERGERON P, REYBURN S. L'impact de l'environnement bâti sur l'activité physique, l'alimentation et le poids. Collection politiques publiques et santé; Direction du développement des individus et des communautés, Institut national de santé publique du Québec. 2010; 119 p.
4. ÉQUIPE PAUVRETÉ, DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DES COMMUNAUTÉS. Iniquités d'accès géographique aux aliments sains et nutritifs dans les zones urbaines de défavorisation de la région de la Capitale-Nationale: le point sur les déserts alimentaires. Direction régionale de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale. 2014; 40 p.
5. LEPAGE C. Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du projet « Des aliments sains, accessibles pour tous! ». Direction de santé publique, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale. 2017 (à paraître); 35 p.